

## **LOT 00A – CCTC**

### **Réaménagement du rez-de-chaussée de la BU LSH 66000 – PERPIGNAN**

**Maître d'ouvrage :** U.P.V.D  
**Architecte :** ATELIER FOISSIER  
**BET Fluides :** BET ENR Conseil  
**Economiste :** BMG

# Sommaire

<b>1</b>	<b>PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>3</b>
1.1	PIECES PARTICULIERES.....	3
1.2	PIECES GENERALES.....	3
<b>2</b>	<b>PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUNES A TOUS LES LOTS .....</b>	<b>3</b>
2.1	SECURITE INCENDIE.....	3
2.2	HYGIENE ET SECURITE.....	3
2.3	ACOUSTIQUE .....	3
2.4	CONTRÔLE ET ESSAIS .....	4
2.5	ESSAIS - VERIFICATIONS TECHNIQUES.....	4
2.6	CONTROLE INTERNE DES ENTREPRISES.....	5
2.7	ECHANTILLONS.....	5
2.8	DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES ET DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE.....	5
2.9	CONTESTATION EN CAS D'ERREURS OU D'OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS .....	5
2.10	VERIFICATION DES COTES.....	5
2.11	TRACE DES DISTRIBUTIONS INTERIEURES .....	6
2.12	TRAITS DE NIVEAUX ET TRAIT D'AXE .....	6
2.13	ECHAFAUDAGES ET AGRES.....	6
2.14	MANUTENTION – STOCKAGE – LEVAGE DES MATERIAUX .....	6
2.15	RECEPTION INTER ENTREPRISE.....	6
2.16	PROTECTIONS DES OUVRAGES.....	6
2.17	REPRISES ET REBOUCHAGES DANS LES OUVRAGES PORTEURS .....	6
2.18	TROUS ET SCELLEMENTS DANS LES OUVRAGES NON PORTEURS....	6
2.19	MARQUES ET MODELES .....	6
2.20	GESTION DES DECHETS DE CHANTIER.....	7
2.21	NETTOYAGES EN COURS DE TRAVAUX .....	7
2.22	NETTOYAGES EN FIN DE TRAVAUX .....	7
2.23	ETUDES, PLANS ET NOTES DE CALCULS D'EXECUTION .....	7
2.25	CIRCULATION OBLIGATOIRE ET ACCES AU CHANTIER .....	8
2.26	COORDINATIONS – DELAIS D'EXECUTION.....	8
2.27	REUNIONS DE CHANTIER .....	9

## 1 **PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

### 1.1 **PIECES PARTICULIÈRES**

- 1 - Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles de sous-traitance et de répartition et de valorisation des prestations entre les co-traitants en cas de groupement conjoint, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seule foi ;
- 2 - Cahier des Clauses Administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes (indices choisis pour la révision des prix, ...) ;
- 3 - Calendrier prévisionnel d'Exécution et Planning enveloppe ;
- 4 - Rapport initial du Bureau de Contrôle technique ;
- 5 - Plan Général de Coordination S.P.S.,
- 7 - Limites de prestations et d'organisation du chantier (intégrées au CCTC) ;
- 8 - Présent Cahier des Clauses Techniques Communes (C.C.T.C.) ;
- 9 - Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;
- 10 - Plans architectes et techniques, Tableaux de précisions et cahiers de détails

*Il est précisé que la définition complète de l'ouvrage s'articule tant sur les documents écrits que sur les documents graphiques. En conséquence, les documents n°11, n°12 et n°13 du présent article sont complémentaires et forment un ensemble. Ainsi, toutes prestations écrites ou graphiques qui ne seraient pas rappelées devront être comprises dans les travaux et donc dans l'engagement des entreprises.*

*En cas d'omission sur le C.C.T.P., l'entreprise doit se référer aux plans et carnets de détails.*

*En cas de contradiction, l'entreprise devra exécuter la prestation maximaliste si elle n'a pas stipulé cette incohérence dans le cadre de l'appel d'offre.*

11 - La DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) aussi appelée devis descriptif estimatif détaillé

12 - Le Mémoire technique de l'entreprise conformément aux spécificités du Règlement de Consultation, remis à l'appui de son offre.

### 1.2 **PIECES GÉNÉRALES**

*Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix*

- 24 - Cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux
- 25 - Cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S. - D.T.U.) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du Ministre chargé de l'Economie et des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte-tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- 26 - Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- 27 - Règlement de sécurité incendie s'appliquant aux bâtiments de cette catégorie ;
- 28 - Sécurité et protection de la santé ;
- 29 - Réglementation des services publics et locaux, concessionnaires des réseaux humides, France Télécom, Pompiers, Service de Voirie, Egouts, Règlement sanitaire du Département et en règle générale tout autre document technique concerné ;
- 30 - Les avis techniques du CSTB ;
- 31 - Les Normes Françaises AFNOR ;
- 32 - Les Normes Européennes.

## 2 **PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES COMMUNES A TOUS LES LOTS**

### 2.1 **SECURITE INCENDIE**

Les entreprises devront inclure dans leurs propositions toutes les prestations nécessaires au respect des prescriptions réglementaires selon indications de la notice de sécurité jointe au dossier de consultation.

### 2.2 **HYGIENE ET SECURITE**

Les entreprises seront tenues de prendre à leur charge les mesures en matière de sécurité et de protection de la santé, en particulier la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993, et le décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994. Elles devront également l'ensemble des prestations définies au Plan général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé. Ce document joint au dossier de consultation est contractuel.

### 2.3 **ACOUSTIQUE**

Les entreprises devront inclure dans leurs propositions toutes les prestations nécessaires au respect des prescriptions réglementaires (N.R.A.). Pendant les études d'exécution, les entreprises devront fournir les études acoustiques permettant d'apprécier l'obtention des exigences découlant des prescriptions

réglementaires (N.R.A).

Bruit des autres équipements individuels

Le niveau de bruit LnAT engendré par un équipement individuel d'un logement, doit respecter les exigences suivantes [1] :

1. L'exigence NF correspond aux exigences de l'arrêté du 30 juin 1999.

Niveau de performance

NF - LnAT inférieur ou égal à 30 dB(A) dans les pièces principales et 35 dB(A) dans la cuisine des autres logements.

## 2.4

### CONTRÔLE ET ESSAIS

Sont imposables tous les essais prescrits par le C.C.T.P, ceux découlant des spécifications des cahiers du C.S.T.B ou ceux prescrits par l'organisme de contrôle technique. Ils sont à la charge de l'entrepreneur.

Tous les équipements d'ordre mécanique ou électrique, et tous autres équipements divers font l'objet d'essais avant la réception. Cette vérification s'exerce sur leurs caractéristiques de débit, rendement, silence et sécurité et sur le fonctionnement correct des appareils.

Les caractéristiques doivent être conformes aux prescriptions imposées ou aux normes en vigueur.

Ces essais sont répétés autant de fois que cela est nécessaire et les prototypes sont modifiés ou reconstruits sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une indemnité quelle qu'elle soit ; il subit toutes incidences financières en découlant.

Les essais doivent être entrepris dans un délai de trente jours à compter de la signification du marché à l'Entrepreneur.

Ils ne doivent en aucun cas retarder la mise en oeuvre des ouvrages. Si pour des impératifs de chantier, les travaux doivent être commencés avant le résultat des essais, l'Entrepreneur doit effectuer, à ses frais, toutes modifications ou remplacements d'ouvrages en place dont les essais auraient dévoilé des performances non conformes aux normes, D.T.U., règlements et documents du marché.

Dans tous les cas, les essais et/ou contrôles et/ou analyses sont sanctionnés par un procès-verbal d'essai ne pouvant en aucun cas être considéré comme un procès-verbal de réception des travaux.

Chaque procès-verbal doit être transmis en deux exemplaires au Maître d'oeuvre et au Bureau de Contrôle.

Ces essais ont pour but de déterminer ou de juger :

- La qualité des matériaux avant et après mise en oeuvre.

- Les caractéristiques des ouvrages après essais physiques, mécaniques, de sécurité, d'étanchéité, de déformation et d'endurance, thermique, isophonique, ignifuge avant et après mise en oeuvre.

- La tenue et aspect des ouvrages quant à leur implantation (tolérance de pose et de réglage) et les qualités et leurs finitions dans le cadre où ils se trouvent ou dans le fonctionnement qu'ils doivent assurer.

De plus les essais de résistance mécanique du béton sont à la charge de l'Entreprise de Gros oeuvre.

Les éprouvettes de béton sont prélevées lors du bétonnage des ouvrages à raison d'une série par 50 m<sup>3</sup> de béton mis en oeuvre.

Toutefois, une série d'éprouvettes est prélevée par plancher et à chaque ouvrage spécifique, porte à faux, consoles, poutres, poteaux chargés, etc.

Les essais doivent être réalisés impérativement par un laboratoire agréé indépendant (de la centrale et de l'entreprise), aux frais de l'entreprise. Chaque essai sera soigneusement identifié par une fiche comprenant : la date, l'ouvrage concerné, le type de béton, la référence du chantier, etc.

Chaque série comporte :

- 6 éprouvettes prismatiques pour essais de flexion.

- 6 cylindres pour essais de compression.

Les essais sont effectués à 7, 28 et 90 jours.

Les résultats des essais sont communiqués au Maître d'oeuvre dans les 7 jours. Les essais à 28 jours peuvent éventuellement être avancés sur demande expresse du Maître d'oeuvre. Dans le cas où une anomalie aurait été constatée dans les résultats à 7 jours, la nouvelle date des essais serait fixée par le Maître d'oeuvre.

Selon la qualité du béton et sa régularité, un nombre supérieur peut être demandé.

## 2.5

### ESSAIS - VERIFICATIONS TECHNIQUES

La vérification technique des ouvrages est effectuée en application de la réforme de l'assurance construction suivant le document technique "COPREC n° 1" en liaison avec le Contrôleur Technique (Bureau de Contrôle).

Tous les essais et vérifications effectués par l'Entreprise sont consignés sur des procès-verbaux dont les modèles font l'objet du document "COPREC n°2" ainsi que le document COPREC "Police Dommages Ouvrage Contrôle technique" de type A. Ces pièces sont communiquées au Maître d'Ouvrage et au Contrôleur Technique.

Le Maître d'oeuvre a le droit de se faire représenter dans les usines, magasins, ateliers ou carrières de l'Entrepreneur et de ses fournisseurs, co-traitants et sous-traitants pour procéder à la vérification et à l'essai des matières premières avant usinage, au contrôle de la fabrication et de l'expédition des fournitures destinées aux travaux du marché. Les diligences nécessaires auprès des fournisseurs pour permettre ces contrôles incombent à l'Entrepreneur.

2.6

**CONTROLE INTERNE DES ENTREPRISES**

En début de chantier, l'Entrepreneur donne le nom du responsable QUALITÉ chargé d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en oeuvre, de vérifier et valider les opérations de contrôles internes.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les Entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'Entrepreneur s'assure que les produits commandés et livrés sont conformes aux Normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.
- Au niveau du stockage, l'Entrepreneur s'assure que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont complètement protégées.
- Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'Entrepreneur vérifie, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.
- Au niveau de la fabrication et de la mise en oeuvre, le responsable des contrôles internes de l'Entreprise vérifie que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. ou règles de l'art.
- Au niveau des essais, l'Entrepreneur réalise les vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

2.7

**ECHANTILLONS**

Toutes les entreprises devront transmettre dès le début des travaux, les échantillons des matériels et matériaux qu'ils se proposent de mettre en oeuvre.

Ces échantillons devront être accompagnés des documentations et avis techniques, procès-verbaux d'essais. De plus, tous échantillons de teintes seront exécutés par les entreprises intéressées pour permettre au Maître d'œuvre d'établir ses choix.

Les échantillons seront conservés pendant toute la durée du chantier, et stockés dans un premier temps dans le bureau de chantier et dans un second temps dans la chambre témoin.

2.8

**DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES ET DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE**

Remise dans un délai de 2 semaines suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ces documents sont fournis en 4 exemplaires, dont un sur support informatique permettant la reproduction, sauf pour les documents photographiques ; s'ils sont fournis sous forme électronique, ils sont conformes au format et aux caractéristiques définis par le marché.

Le défaut de remise, dans les délais ci-dessus, des documents mentionnés au présent article 40 entraîne l'application des pénalités prévues par les documents particuliers du marché. Une retenue forfaitaire de 8 000 €HT sera opérée en cas de non fourniture des pièces du DOE à la date de réception.

2.9

**CONTESTATION EN CAS D'ERREURS OU D'OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS**

Il est précisé que le C.C.T.P complète ou confirme les indications des plans. En cas de contradiction entre les dessins et le C.C.T.P, la priorité est accordée à ce dernier.

Toutefois, si un ouvrage (ou une partie d'ouvrage) figuré aux dessins n'est pas mentionné dans le C.C.T.P, et si aucunes indications de celui-ci ne précise qu'il est traité hors forfait ou qu'il est exclu du marché, il est alors implicitement compris dans le prix forfaitaire.

L'entrepreneur devant étudier soigneusement, pour l'établissement de son offre, toutes les pièces du dossier, y compris le C.C.T.P des autres corps d'état, il devra signaler toutes les anomalies, erreurs ou omissions qu'il aura relevées au cours de son étude et demander toutes les précisions utiles avant la remise de son offre.

Il ne pourra s'il est chargé des travaux, se prévaloir de ces anomalies, erreurs ou omissions, pour justifier une demande d'augmentation du montant de son marché.

Il exécutera donc, comme étant compris dans son marché, tous les travaux ou fournitures accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages envisagés.

2.10

**VERIFICATION DES COTES**

L'entrepreneur devra vérifier toutes les cotes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance dans les différents plans.

Pour l'exécution des travaux, aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les dessins, l'entrepreneur devra s'assurer sur place, avant toute mise en oeuvre, de la possibilité de suivre les cotes et indications diverses. Dans le cas de doute, il en référera immédiatement au Maître d'œuvre.

L'entrepreneur ne pourra lui-même modifier quoi que ce soit au projet de la Maîtrise d'œuvre, mais il devra

signaler tous les changements qu'il croirait utile d'y apporter ; il provoquera tous renseignements complémentaires sur tout ce qui semblerait douteux ou incomplet.

## 2.11 **TRACE DES DISTRIBUTIONS INTERIEURES**

L'implantation des cloisons de distribution intérieures sera tracée par l'entrepreneur chargé de leur réalisation (maçonneries au lot GROS OEUVRE, carreaux de plâtre ou cloisons légères au lot CLOISONS – DOUBLAGES – FAUX PLAFONDS, etc...).

## 2.12 **TRAITS DE NIVEAUX ET TRAIT D'AXE**

Un trait de niveau et trait d'axe continu sera battu par le titulaire du lot GROS OEUVRE au pourtour de chaque pièce à la cote rigoureuse de 1 m au-dessus des sols finis, avant et après l'exécution des enduits, ou doublages, de manière à ce qu'il soit lisible sans contestation possible toute la durée du chantier.

## 2.13 **ECHAFAUDAGES ET AGRES**

Chaque entreprise fera son affaire des échafaudages et agrès nécessaires à l'exécution de ses ouvrages.

## 2.14 **MANUTENTION – STOCKAGE – LEVAGE DES MATERIAUX**

Chaque entrepreneur devra faire son affaire de la manutention, du stockage et du levage de ses matériels et matériaux.

Les accords inter-entreprises qui interviendront dans le cadre de ses prestations seront considérés comme totalement étrangers au marché.

## 2.15 **RECEPTION INTER ENTREPRISE**

Chaque entrepreneur réceptionnera au fur et à mesure de leur exécution, les supports et ouvrages exécutés par les autres corps d'état, sur lesquels il doit lui-même intervenir.

Le fait, pour l'entrepreneur, d'avoir commencé les travaux de sa spécialité, suppose qu'il accepte les ouvrages exécutés par les corps d'état précédents.

Pour le cas où l'exécution des ouvrages sur lesquels il aura à travailler ne lui semble pas satisfaisante, il devra en rendre compte immédiatement à l'entreprise générale et au Maître d'œuvre d'exécution, avant tout commencement de travail, faute de quoi il ne pourra se décharger sur un autre entrepreneur si, par la suite, ses travaux sont jugés irrecevables, ni prétendre à un supplément de prix pour travail non prévu.

## 2.16 **PROTECTIONS DES OUVRAGES**

Chaque entrepreneur assurera la protection de ses ouvrages en place jusqu'à la réception desdits par le Maître d'ouvrage. Il en assurera la dépose et l'évacuation après réception et avant mise en service des locaux.

## 2.17 **REPRISES ET REBOUCHAGES DANS LES OUVRAGES PORTEURS**

Les reprises et rebouchages de trémies et réservations intéressées par le calcul de structure ou la stabilité au feu seront toujours réalisées par le lot GROS OEUVRE. Les frais afférents seront à la charge du lot GROS OEUVRE.

Tous les autres bouchements, scellements et calfeutrements seront exécutés par les entreprises des lots concernés, à leur frais. Elles ont la faculté de sous-traiter ces travaux à l'entrepreneur du lot GROS OEUVRE.

## 2.18 **TROUS ET SCHELLEMENTS DANS LES OUVRAGES NON PORTEURS**

Suivant la NF.P 03.001, chaque entrepreneur exécutera ses trous, scellements et bouchements. Ces derniers devront être exécutés en matériaux de même nature (ou compatibles) que l'ouvrage support.

Au cas où des raccords s'avéreraient nécessaires (maçonnerie, enduit, peinture, carrelage, etc.), de même que le bouchement des trous non utilisés, ceux-ci seront exécutés par les entreprises titulaires des lots intéressés, aux frais de l'entreprise fautive.

## 2.19 **MARQUES ET MODELES**

Conformément au décret n°93.1235 du 15 novembre 1993 (JO du 17/11/1993) les marques et références des produits, des équipements, matériaux et appareils ne sont pas mentionnés dans le document, à l'exception de certains cas particuliers qui sont suivis de la mention ou produit équivalent.

Les marques et modèles précisés au C.C.T.P doivent être impérativement chiffrées en solution de base. L'entreprise pourra proposer en variante d'autres marques et modèles équivalents dans la mesure où ceci n'amène aucune diminution de qualité ou restriction sur les aspects et teintes.

## 2.20 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Le programme de l'opération tient compte des exigences de la rubrique "Chantier à faibles nuisances". Les mélanges de déchets avec des produits dangereux sont interdits. L'abandon, le brûlage ou l'enfouissement des déchets sur le chantier est formellement interdit.

Se référer à la charte Chantier à faible nuisance article X notamment

En cas de manquement aux obligations énoncées dans cette Charte, les entreprises acceptent le principe de l'action correctrice immédiate et à leurs frais. Ces sanctions seront appliquées dans le cadre de la gestion du compte prorata.

En cas de manquements répétitifs, les entreprises concernées s'exposent à l'application des pénalités ou retenues consécutives à leurs carences, à hauteur de :

- Dépôt de déchet (s) dans une benne non appropriée 300 ! HT/infraction
- Dépôts sauvages ou enfouissement de déchets 300 ! HT/infraction
- Non-respect des procédures et dispositions de la Charte 150 ! HT/infraction
- Stockage de produits ou matériels en zone interdite 100 ! HT/infraction
- Matériel de chantier non conforme 100 ! HT/infraction
- Non-respect du plan de circulation ou des autres dispositions de circulation en l'absence de plan 100 € HT/infraction
- Nettoyage du chantier non effectué 25 ! HT/heure de nettoyage

Les lieux de stockage seront facilement accessibles pour les travailleurs et pour les camions chargés de leur enlèvement. Pour limiter les déplacements des travailleurs, plusieurs aires de stockage peuvent être mises en place, dont la localisation pourra varier en fonction de l'avancement du chantier, dans le but de rester proches des lieux de production des déchets.

**Pour éviter que des déchets soient mis dans une benne inappropriée, chaque aire de stockage doit rassembler au même endroit l'ensemble des bennes correspondant aux différents types de déchets susceptibles d'être produits.**

## 2.21 NETTOYAGES EN COURS DE TRAVAUX

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée.
- Chaque entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par l'Entreprise de gros œuvre en accord avec le M.O.E.X.
- Chaque entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.
- L'entreprise générale a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport jusqu'aux décharges publiques pendant tout le chantier.
- En cas de non observation des prescriptions ci-dessus, les locaux et abords seront nettoyés et balayés au moins une fois par semaine par l'entrepreneur

## 2.22 NETTOYAGES EN FIN DE TRAVAUX

Le chantier est supposé être propre en fin de travaux, compte tenu des impératifs de nettoyages édictés à l'article ci avant.

En réalité, il reste toujours des nettoyages importants à réaliser avant réception des travaux.

C'est pour prendre en compte ce problème qu'un article spécial de nettoyage de fin de chantier est prévu dans le C.C.T.P du lot PEINTURE.

Pour information de tous les lots, il est donc rappelé ci-après les principes intangibles mis en œuvre :

- Les nettoyages de réception ne se substituent pas aux nettoyages dus en cours de travaux par chaque lot.
- Avant réception, les nettoyages complets suivants sont prévus à charge du lot PEINTURE ou entreprise de nettoyage spécifique :

\* Totalité des sols, parois, menuiseries, vitrages, sanitaires, appareillages, etc., tous niveaux.

\* Totalité des surfaces extérieures, des zones techniques, des toitures terrasses, des balcons/terrasses, etc.

Le C.C.T.P de ce lot explicite les étapes de réalisation en fonction des réceptions et des retouches.

**En aucun cas le Peintre ne doit l'évacuation des déchets.**

## 2.23 ETUDES, PLANS ET NOTES DE CALCULS D'EXECUTION

Pour l'ensemble des ouvrages prévu réalisé par son lot, l'Entrepreneur doit établir à sa charge, d'après les plans et les détails de principe du Maître d'œuvre, ses études techniques, ses propres dessins et détails d'exécution, calepins et épures, notes de calculs, notices explicatives, tracés, etc. (ainsi que toutes les mises à jour nécessaires), joindre toutes justifications, prototypes et documentations nécessaires à la parfaite réalisation de l'ouvrage, en sachant que les plans techniques et les éventuelles notes de calcul du dossier

D.C.E. ne sont donnés qu'à titre indicatif.

Toutefois le principe constructif indiqué par ces plans doit être respecté dont principalement les surfaces utiles, hauteurs libres et volumes utiles.

L'entrepreneur ne doit passer aucune commande et ne doit commencer aucune fabrication ni aucune partie de ses travaux sans avoir soumis au préalable le projet d'exécution, avec ses pièces justificatives à l'appui, au visa (ou approbation) du Maître d'œuvre et à l'acceptation du Bureau de Contrôle, lorsque ce dernier est concerné. Les plans, notes de calcul et tous documents doivent être remis, au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle, un mois au minimum avant le début des commandes, des fabrications ou des travaux.

Tous les documents graphiques et notes de calcul remis à l'Entrepreneur pour l'exécution des ouvrages doivent être considérés comme des propositions qu'il doit examiner avant tout commencement d'exécution des travaux et peuvent être modifiés par le Maître d'œuvre autant de fois que cela est nécessaire. L'entrepreneur doit ainsi toutes les mises à jour nécessaires de ses propres documents prévus au 1er paragraphe du présent article.

L'entrepreneur du lot GROS OEUVRE remettra un planning de remise des plans structure, compatible avec le planning travaux et la période d'approbation des documents.

Les cotes mentionnées sur les plans du Maître d'œuvre sont des cotes minimales à respecter.

Elles doivent impérativement :

- Être vérifiées au moment de l'étude et de l'établissement des plans pour respecter la finalité des travaux ou de l'objet fabriqué, pour que la stabilité soit garantie, etc...

- Être vérifiées sur place en tenant compte de l'existant et des détails d'exécution des autres lots (les détails n'étant éventuellement pas encore réalisés au moment de cette vérification sur place).

L'entrepreneur doit établir et faire approuver par les Services Techniques de la ville et/ou de l'Administration concernée et/ou par les Services concédés les projets d'exécution qui, aux termes des règles en vigueur, doivent être soumis à l'examen de ces services.

A cet effet l'Entrepreneur doit demander au Maître d'œuvre de lui communiquer tous renseignements qui lui sont nécessaires, ou simplement utiles pour la préparation de ces projets. En retour, l'Entrepreneur doit l'informer de toutes communications qu'il pourrait recevoir de ces Services, en particulier celles qui ont des incidences particulières sur l'ouvrage.

L'entrepreneur reste dans tous les cas, pleinement responsable de ses études.

Chaque fois que cela est nécessaire, l'Entrepreneur doit prouver que les matériels, matériaux et leur mise en œuvre sont bien conformes aux normes et aux règlements en vigueur, sinon il doit faire approuver leurs procédés d'exécution par les Services compétents, tels que C.S.T.B., C.T.B.A., Sécurité Incendie, Bureau de Contrôle, Laboratoires agréés, etc. Tout en respectant le planning contractuel tant des études que des travaux.

Le schéma du circuit d'établissement et de vérification des plans d'exécution, le nombre exact, ainsi que le planning de remise de ces documents, sont établis par l'O.P.C. en concertation avec le Maître d'œuvre en accord avec l'Entrepreneur.

Les entreprises ont à leur charge l'établissement des quantitatifs nécessaires à l'élaboration de leur proposition de prix.

## 2.25 CIRCULATION OBLIGATOIRE ET ACCES AU CHANTIER

Les circuits d'approvisionnement, d'évacuation et de circulation seront définis par le Maître d'œuvre en accord avec les services techniques du Maître de l'ouvrage et le coordonnateur S.P.S.

## 2.26 COORDINATIONS – DELAIS D'EXECUTION

### - Généralités

Chaque Entrepreneur doit toutes prestations pour faciliter la coordination de l'ensemble des travaux exécutés par les différents corps d'état, et apporter toute aide à la mission.

Chaque Entrepreneur doit prendre connaissance de l'ensemble du projet en vue de se renseigner sur la répercussion des travaux des autres corps d'état.

Chaque Entrepreneur doit se tenir au courant de l'ensemble des travaux, s'entendre avec les autres sur ce qu'ils ont de commun, reconnaître par avance tout ce qui intéresse leur exécution, leur fourniture, donner les indications nécessaires à l'exécution de ses propres travaux, s'assurer qu'elles sont suivies et, en cas de contestation, en référer au Maître d'œuvre.

Chaque Entrepreneur devra prendre sous sa responsabilité, et à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux matériaux ou ouvrages des autres corps d'état, en cours, achevés ou non réceptionnés.

Il sera également responsable de tous dégâts ou détournements commis par ses préposés, tant dans le chantier où les travaux sont exécutés que dans les immeubles voisins (ou) niveaux et locaux contigus.

### - Coordination

L'entrepreneur doit prévoir dans son étude toutes sujétions d'exécution entraînées en cours de réalisation par l'incorporation des éléments des différents corps d'état, étant entendu que ces sujétions sont incluses dans le prix et dans le délai imposé.

Il s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à l'établissement et à l'exploitation du planning général.



**- Délais d'exécution**

Conforme au planning prévisionnel joint au dossier de consultation.

Il en résulte que chacune des entreprises doit intervenir simultanément sur plusieurs postes de travaux avec le maximum possible de personnel afin de superposer les délais partiels et non de les juxtaposer. De même les fabrications en atelier et usine doivent commencer au plus tôt afin d'assurer les travaux sur chantier également au plus tôt.

Le fait de répondre à cette consultation implique donc un accord à priori des Entreprises sur ces dispositions et sur le fait que, par ailleurs, aucune interruption ou ralentissement d'activités ne pourra être accepté pour quelle que cause que ce soit y compris pour cause de congés.

Par ailleurs, les entreprises doivent, en cas de nécessité, intervenir les jours fériés, pour respecter les délais impartis par le planning.

2.27

**REUNIONS DE CHANTIER****- Représentant de l'entreprise**

L'Entreprise doit mettre à disposition du Maître d'œuvre un responsable technique assurant tous les rendez-vous de chantier et de coordination.

Ces rendez-vous ont lieu, au choix du Maître d'œuvre, soit sur le chantier soit au siège social du Maître d'œuvre soit tous lieux désignés par le Maître d'œuvre.

Si le représentant de l'entreprise est jugé incompetent par le Maître d'œuvre celui-ci peut en demander le remplacement pur et simple.

Ce représentant doit être présent durant toutes les réunions et ne peut être libéré que sur accord du Maître d'œuvre si celui-ci juge que sa présence n'est plus indispensable.

**- Réunions de chantier**

Les rendez-vous de chantier dont le ou les jour(s) et l'heure sont fixés par le Maître d'œuvre ont lieu au minimum une fois par semaine y compris pendant les périodes de vacances, congés payés, etc.

Toutefois pour des impératifs de coordination entre différents lots et/ou de suivi de phase critique, le Maître d'œuvre peut provoquer plusieurs rendez-vous de chantier dans la même semaine.

Ils ont pour objet d'assurer le contrôle d'exécution, la liaison entre les différents corps d'état, de contrôler le planning d'exécution, de prendre toutes décisions importantes. De ce fait la présence de l'ensemble des représentants des entreprises y compris les sous-traitants est indispensable à chaque réunion et pendant tout son déroulement.

Les pénalités pour retard, absence, etc. seront appliquées conformément à l'article 4.7.1 du CCAP

Toute décision prise en l'absence d'un représentant d'entrepreneur ne peut être contestée par celui-ci.

Les décisions prises sur le chantier sont consignées sur un compte rendu.

Si l'entreprise n'a pas fait d'observations écrites par lettre recommandée au Maître d'œuvre dans les 7 jours calendaires (sept jours), les décisions portées aux comptes rendus de chantier sont sans appel.

**- Réunions de maîtrise d'ouvrage**

Le Maître d'Ouvrage organise à sa convenance des réunions dont la fréquence varie selon l'importance des problèmes à régler et auxquelles peuvent être invités le Maître d'œuvre et les Entreprises dans les conditions définies à l'article précédent.

